

mais tout s'est arrangé grâce à un mariage que la justice époune d'avoir été un peu arrangé... Comme l'a raconté l'agence Info (13/12), d'étonnantes noces, sans tambour ni trompette ni champagne, ont été célébrées le 3 juin 2014 à la mairie de Levallois.

Ce jour-là, notre veuf épouse une amie Grosso-Giriat, une amie des Balkany. Seules deux personnes assistent à la cérémonie : les mariés, le maire, le fonctionnaire de confiance et trois témoins triés sur le volet – la première adjointe, Isabelle Balkany, l'époux de la troisième adjointe, Sophie Desens, et l'adjoint chargé de la presse, David-Xavier Weiss... Cette idylle, digne des éditions Harlequin, s'est nouée le 27 novembre 2014 au sein de la perennité électorale de Patrick kany. Ce jour-là, le veuf insolable, décrit par ses amis comme « fragile psychologique », fait la rencontre de la dame Edwige.

Béton à l'eau de rose

Cette ancienne employée municipale, surnommée « la Casiole » par les militants, che une soixantaine triomphante et affecte un parler très précieux-Neuilly-Passy. Elle fait l'enquête du retraité sous les regards émus du couple Bally et du bétonneur Daniel tri.

L'affaire est vite emballée : quatre mois à peine après le décès de foudre, le couple se marie. Détail troublant : les procédures passent d'abord par le notaire, où ils optent pour le régime de la communauté universelle. En clair :

en 2010, moyennant 750 000 euros. A Dubai et à la mairie de Levallois, on respire : la place est enfin libre pour construire un bâtiment à 20 millions d'euros...

Contactée par « Le Canard », la nouvelle épouse se défend de toute manigance et préfère évoquer « une belle histoire d'amour ».

La suite de l'aventure semble cependant avoir tourné au cauchemar pour le pauvre retraité. Réinstallé à Cabourg, il aurait été – à en croire l'enquête préliminaire, ouverte en juin pour abus de faiblesse par le parquet de Nanterre – abandonné dans son nouvel appartement par sa Castafiore. Sa famille l'y a retrouvé dans un tel état de délabrement psychologique qu'un médecin lui a délivré 90 jours d'incapacité de travail.

Madame, qui vit désormais séparée de corps et de biens d'avec son époux, évoque, quant à elle, « un brusque changement d'humeur de [son] mari », qui aurait entraîné la rupture.

Les flics et le parquet de Nanterre ne se sont pas laissés attendrir par les dénégations de cette dame, dotée, selon les enquêteurs, d'un « sacré caractère ». Le procureur a fait procéder à une saisie conservatoire des biens acquis par la Castafiore grâce à son union. Après l'avoir interrogée, les policiers ont également convoqué tous les participants au fameux mariage. A commencer par Patrick et Isabelle Balkany, qui ont été entendus le 27 novembre. Histoire de bien bétonner le dossier...

H. L.



Les trous de mémoire de la France au Rwanda

« La France n'a pas de responsabilité dans le génocide rwandais de 1994. » Cette affirmation, répétée sur tous les tons par les gouvernements successifs, de droite comme de gauche, prend aujourd'hui du plomb dans l'aile. En cause ? De troublantes cachotteries, notamment sur le rôle joué par des soldats tricolores présents dans le pays au début du drame.

Il y a quelques semaines, les juges parisiens Nathalie Poux et Jean-Marc Herbaut ont relancé l'enquête sur l'attentat du 6 avril 1994. Ce jour-là, au-dessus de Kigali, deux missiles sol-air abattent en vol le Falcon 50 transportant le président rwandais, Juvénal Habyarimana, ainsi que son homologue burundais, trois membres d'équipage français et six autres passagers. Le massacre des Tutsis et des Hutus dits modérés – 800 000 morts, selon l'ONU – commence quelques heures après...

Les magistrats prévoient d'entendre un ex-chef de cabinet de l'actuel président, Paul Kagame. L'homme affirme que c'est le parti du chef de l'Etat – à domi-

nante tutsie – qui a commis l'attentat. Fou de rage, Kagame a ouvert, à son tour, une enquête sur les implications françaises dans le génocide. Les juges parisiens ont-ils de quoi nourrir les accusations de Kigali ? Depuis quelques mois, ils reçoivent des documents émanant des archives de la présidence de la République, déclassifiés à la demande de l'Élysée mais parfois curieusement caviardés.

Bourreaucrates à l'œuvre

Parmi les éléments nouveaux, des notes de la DGSE montrent que nos espions privilégiaient la thèse d'une attaque préparée et exécutée par une fraction (extrémiste hutue) du parti du président rwandais, parti soutenu par la France. Les tirs de missiles, signale par exemple une note du 11 avril 1994, sont partis de la « bordure du camp militaire de Kanombe », fief des futurs génocidaires. Un autre doc (9/10/95) indique que « les radicaux hutus semblent à l'origine de l'attentat contre le président Habyarimana ».

écrits (Douglas L'Éclair, de la Free) ainsi que les préventions de 24 % d'Orange, ont eu raison de ce projet de mariage juteux...

Si Stéphane Richard a déclaré sa flamme à Canal, c'est avant tout pour « marquer son territoire », défend l'un de ses proches. L'opérateur historique ne peut

Darty avec l'aide de l'indivisible Bolloré. Et une ligne précieuse figure sur son CV : en 2003, il a été conseiller technique de François Fillon, alors ministre des Affaires sociales et du Travail. Il coche donc toutes les cases. Pas inutile, si Orange ne veut pas avoir trop de pépins...

Odile Benyahia-Kouider

Claude R., alias « Régis », sous-officier des mêmes forces spéciales. Présenté par des témoins comme l'un des possibles tireurs, il n'a jamais été interrogé par un juge ! Même oubli concernant un troisième Français mentionné par la DGSE, le « mercenaire » Patrick O.

Une précision permettrait de discerner plus clairement les responsabilités de chacun : la nature des missiles expédiés sur le Falcon présidentiel. Dans une analyse, les services de renseignement démentent un article paru dans « Le Figaro » (3/4/98) qui affirmait que ces armes étaient issues d'un lot récupéré par l'armée française durant la guerre du Golfe. Ils laissent entendre qu'elles proviennent d'Ouganda, pays allié aux forces de l'actuel président Kagame. Mais ce passionnant document, en de nombreux endroits, a été raccourci par les ciseaux d'Anastasia...

Question naïve : si, dans cette gravissime polémique, les passages censurés dédouanent la France, pourquoi les garder secrets ?

J.-F. J.

Le Mali victime du "quatrième front" US ?

C'est ainsi que le Pentagone désigne la Libye, devenue une base terroriste depuis la guerre de Sarkozy, en 2011.

LES groupes djihadistes harcèlent toujours les postes de l'armée malienne dans le nord du pays, autour des villes de Gao, Tombouctou et Kidal

genre, l'envie d'aller exercer leurs talents plus au sud.

Le risque de voir arriver au Mali, au Niger, au Tchad, ou au Burkina

les groupes qui prolifèrent dans son ancien fief, y compris ceux qui regrettent la disparition brutale de leur bien-aimé « Gaddafi ». Des groupes à qui serait

équipé de ce qui ressemble, en version moderne, aux fameuses « orgues de Staline », est bien la preuve de cette

.MYRE

VER DE MYRE S'ACHÈVE CHEZ